

De Bernard Lazare à Bernard Lewis : génocide et histoire

Israël Gershoni est professeur d'histoire à l'Université de Tel-Aviv ; Shlomo Zand y est professeur de sciences politiques. Spécialiste de la droite française, ce dernier est l'auteur d'une thèse sur l'œuvre de Louis-Ferdinand Céline. Gershoni et Zand prennent ici position contre Lewis tout en resituant le débat dans le contexte d'une historiographie en plein chambardement, sous l'effet, entre autres, des historiens révisionnistes allemands et de l'introduction de la notion d'« unique unicité » du génocide juif dans le champ historiographique américain et israélien.

PAR ISRAËL GERSHONI ET SHILOMO ZAND

En 1898, l'écrivain et journaliste juif Bernard Lazare, héros de l'affaire Dreyfus, rejoignait le jeune mouvement sioniste et était élu à son comité exécutif. Quelques années plus tard, Lazare abandonnait tous ses mandats et, en 1902, il publiait un article extrêmement dur contre un Congrès sioniste qui venait d'exprimer publiquement sa considération au sultan ottoman Abdulhamid II [1876-1909]. Lazare, qui resterait jusqu'à sa mort un chaud partisan de la vision nationale juive, estimait de son devoir d'écrire : « Les représentants ou ceux qui estiment représenter la quintessence des peuples persécutés, de ces peuples dont l'Histoire ne peut s'écrire que dans le sang, ceux-là donnent leur bénédiction au plus abject des meurtriers. Notre peuple n'a pas encore pansé ses plaies qu'il est déjà jeté par ses représentants dans les bras d'un sultan dont les pieds baignent encore dans le sang d'un autre peuple. »

Ces lignes furent écrites bien avant l'effroyable génocide arménien de 1915-1916. Même si l'historiographie contemporaine a quelque peu amendé l'image du « sultan rouge », il ne faut pas oublier que les persécutions contre les Arméniens avaient déjà suscité des réactions vigoureuses en

L'ARMÉNIE ET SON GÉNOCIDÉ

Europe au début de ce siècle. Il est notoire que des Juifs tels que Bernard Lazare et Franz Werfel¹ ont fortement contribué à perpétuer le souvenir des souffrances du peuple arménien. Pourtant, le premier sioniste français, le véritable héros de l'affaire Dreyfus, n'a pas eu droit à ce que son nom soit immortalisé à Tel-Aviv ou dans toute autre ville de l'État d'Israël. Même Werfel est tombé dans l'oubli.

En 1961, dans son livre désormais classique, *The Emergence of Modern Turkey*, le célèbre orientaliste juif Bernard Lewis perpétuait cette tradition d'entretien de la mémoire de l'Autre en définissant le génocide arménien perpétré par les militaires ottomans d'Union et Progrès comme un « *holocaust* terrible dans lequel ont péri un million et demi d'Arméniens ». Dans la deuxième édition de son livre ainsi que dans sa traduction hébraïque, Bernard Lewis veillait encore à décrire ce meurtre de masse comme un *holocaust*.

En novembre 1993, deux journalistes du quotidien français *Le Monde* demandèrent à Lewis pourquoi les Turcs refusaient toujours de reconnaître le génocide arménien. Embarrassé, Lewis leur répondit : « Vous voulez dire : reconnaître la version arménienne de cet épisode ? » Il apparut ainsi que, dans la terminologie actualisée de l'honorable historien, il n'était plus question que de « faits tragiques » durant lesquels, « outre beaucoup d'Arméniens, des Turcs avaient également péri ». « Il ne fait aucun doute, poursuivait Lewis, que les circonstances précises et le nombre final des victimes ne seront jamais connus. Songez aux difficultés rencontrées dans l'instruction des faits et le partage des responsabilités de la guerre du Liban, bien qu'il s'agisse d'un événement très récent et qui s'est déroulé sous les regards du monde entier. »

On le sait, l'analogie est toujours révélatrice de l'esprit de l'historien, même si elle a avant tout un rôle « pédagogique ». Ce qui était qualifié d'« holocauste terrible » dans le livre du jeune et brillant chercheur de 1961 fait désormais l'objet d'une pondération inscrite dans un nouveau cadre comparatif. [...]

En janvier 94, à la suite de la vague d'indignation suscitée par ses propos, Lewis précisait sa version « non arménienne ». Mais ces précisions ne firent que déconcerter davantage l'opinion. Non seulement Lewis ne revenait pas sur ses propos, mais il leur donnait en outre une justification historique implacable. L'historien juif s'attachait désormais à démontrer la dissymétrie entre le massacre des Arméniens et la Shoah juive. Premièrement, selon Lewis, nous devrions comprendre les mobiles du gouvernement turc dans l'« expulsion des Arméniens », expulsion qui a eu pour conséquence qu'« un grand nombre d'Arméniens sont morts de faim, de maladie, de dénuement et même de froid ». « Il y a eu indubitablement des atrocités, mais pas d'un seul côté. » Reconstituant l'évènement et y voyant entre autres le fruit de la menace arménienne sur un empire vacillant, Lewis trouvait une justification historique évidente à l'ordre d'« expulsion ». Résultat des terribles

¹ Poète et dramaturge d'origine autrichienne (1890-1945).

L'ARMÉNIE ET SON GÉNOCIDE

pressions auxquelles il était soumis pendant la Première Guerre mondiale, le « gouvernement des Jeunes-Turcs » se serait vu contraint d'adopter une politique répondant « à une menace réelle et exprimant une crainte turque tangible ».

Deuxièmement, pour que les lecteurs du classique du jeune Lewis ne se méprennent pas sur sa version « non holocaustienne » des années nonante, il poursuivait et concluait : « Il n'existe aucune preuve sérieuse d'une décision ou d'un plan du gouvernement ottoman en vue d'une extermination de la nation arménienne. Il n'existe aucune trace de haine explicite à l'encontre des Arméniens ou de démonisation comparable à l'antisémitisme européen. »

On le sait, la version réformée de Bernard Lewis conduisit la Fédération des organisations arméniennes de France à poursuivre Lewis en justice pour négation du génocide arménien. Il est important de souligner que la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, une organisation dirigée par des Juifs libéraux modérés, s'associa à cette démarche. Ce faisant, la Licra manifestait à nouveau la communauté de destin entre mémoire juive et mémoire arménienne.

Il est parfaitement fondé de se demander si le rôle d'un tribunal est de statuer sur des questions telles que la véracité d'une interprétation historique. Les juges de Lewis ont eu pleinement conscience de leurs limites et ils s'en sont expliqués durant leur prononcé. Pour leur part, les historiens ne sont pas censés émettre de jugements définitifs. Les reconstructeurs du passé se doivent même d'être sensibles à toute nouvelle interprétation, la plus osée soit-elle. Ainsi, depuis quelques années, le champ de l'historiographie occidentale est le théâtre de mises au point douloureuses et complexes quant aux limites tolérables de l'exégèse historique. [...]

Il serait quelque peu absurde et injurieux de mettre Bernard Lewis dans le même sac que des négationnistes motivés par l'incitation à la haine de l'Autre. Lewis n'est pas antiarménien et sa « dénégarion » n'est pas univoque. Sa nouvelle attitude envers le génocide arménien le situe dans un espace intellectuel plus vaste. À ce stade, il convient de rappeler au lecteur que ce ne sont pas seulement des négationnistes marginaux et déséquilibrés qui se sont consacrés à la contestation et à la remise en cause des représentations traditionnelles du génocide. Des historiens allemands compétents et de réputation libérale comme Ernst Nolte² ou Andreas Hillgruber³ n'ont jamais nié franchement la réalité du génocide des Juifs et des Tziganes. Ils ont recouru à une stratégie dont l'arme essentielle était l'« historicisation » de la Shoah produisant une historiographie basée sur la relativisation et la trivialisation : la décision de la Solution finale aurait été prise par Hitler entre autres en réaction aux proclamations antiallemandes de

² Historien allemand de l'école « révisionniste » (à ne pas confondre avec les négationnistes). Il est l'auteur du controversé *Der Faschismus in seiner Epoche* (1963).

³ Historien révisionniste allemand, auteur de diverses recherches sur le national-socialisme et le judéocide.

L'ARMÉNIE ET SON GÉNOCIDE

Haïm Weizmann⁴ et à la menace historique tangible du bolchevisme. Il est possible de placer l'extermination du peuple juif à côté, par exemple, de la déportation des Allemands d'Europe centrale et orientale au terme de la Seconde Guerre mondiale. La conscience nationale des Allemands s'est parfaitement accommodée des développements de cette nouvelle historiographie. Ce n'est pas un hasard si des historiens importants, juifs et non juifs, se sont insurgés contre le révisionnisme allemand et lui ont dénié toute légitimité. Même des intellectuels allemands comme Jürgen Habermas ou Günter Grass se sont élevés contre cette tendance équivoque à la « normalisation » dans l'historiographie allemande.

Dans quelle mesure Lewis peut-il être considéré comme un « relativiste du génocide » ? Sa relecture du génocide arménien n'est pas sans ressemblance avec la stratégie adoptée dans le débat historique allemand. Lewis réclame de l'empathie pour l'action ottomane. Il conteste de façon « élégante » le rapport trop simple entre le bourreau et sa victime. Il ose dire qu'il n'y avait pas dès le début l'intention d'extermination et donc pas de planification de génocide. Le fait que plus d'un million d'Arméniens aient été anéantis, ce qu'il ne nie pas, n'est pas suffisant pour qualifier les autorités turques de génocidaires exempts de mobile compréhensible. Le fait est que les Arméniens ont fourni aux Ottomans de bonnes raisons pour le malheur qui allait s'abattre sur eux. Dans un contexte de guerre globale, il est possible de dégager un enchaînement historique qui permet de « comprendre » les actes des assassins. Au risque de voir cette compréhension dériver et dégénérer en excuse morale.

Nolte et Lewis, deux historiens importants et sérieux, fournissent un matériau à des marchés nationaux bien différents. Dans une large mesure, on peut voir une similitude dans leurs développements, malgré ce qui les oppose. Nolte voudrait normaliser « un peu » la Shoah juive pour rétablir les Allemands dans la famille des nations. Lewis tente de normaliser le génocide arménien pour isoler le destin juif de celui d'autres peuples exterminés. Peut-être aussi, sans que cela lui soit prioritaire, pour rétablir la Turquie dans la famille des nations civilisées, bien qu'elle ne reconnaisse toujours pas officiellement l'injustice historique qu'elle a commise.

À notre grand regret, la démarche de Lewis vient renforcer la tendance générale d'une historiographie sioniste hégémonique dans la culture israélienne. L'unicité de la Shoah est devenue l'étendard d'une politique dont l'enjeu est la neutralisation et l'isolement absolu de tout événement historique semblable (si pas identique), ainsi que la préservation du Juif comme victime de l'unique génocide du XX^e siècle. C'est une attitude absurde et parfaitement anhistorique. Il est généralement admis que le propre de la recherche historique est de considérer tout fait historique comme un phénomène unique. Toutefois, la faculté d'un historien à mesurer ou évaluer l'unicité d'un événement dépend de son aptitude à le reconstituer et à le mettre en balance avec une série complexe d'autres événements. Sans

⁴ Sioniste libéral, ancien président de l'Agence juive, qui deviendra le premier président de l'État d'Israël.

L'ARMÉNIE ET SON GÉNOCIDE

recours à l'analogie, l'Histoire ne peut tout simplement pas être écrite. Dans le cas du génocide perpétré au moment de la Seconde Guerre mondiale, nous nous trouvons face à une série de développements et de faits absolument sans précédent dans l'Histoire de l'humanité. L'unicité de la Shoah comme fait historique découle tout d'abord et avant tout de l'unicité du bourreau et d'une pratique criminelle planifiée et industrialisée. Pourtant, en pratique, dans la conscience sioniste actuelle et la culture politique israélienne contemporaine, ce n'est pas le bourreau nazi mais bien la victime juive qui fonde le principe d'unicité. La Shoah est le sommet d'une *Historia Calamitatum*, une Histoire éternelle de malheurs et de persécutions que nous étudions dès l'école primaire. La préservation et la perpétuation de l'« unique unicité » de la victime est le phare d'une conception qui forge la perception israélienne du passé.

Dans le discours de Lewis, le criminel ottoman n'a rien à voir avec le criminel nazi, entre autres parce qu'il a omis la planification et la conduite à terme de l'extermination des Arméniens « en tant que nation ». Chez lui, la compréhension du bourreau se fait au détriment de la victime. Dès lors qu'ils n'ont pas été assassinés, Dieu nous garde, dans le cadre d'un plan parfaitement élaboré, un million d'Arméniens exterminés ne méritent pas le titre de victimes d'un génocide et leur extermination n'a pas droit à la reconnaissance universelle. L'exclusivité juive est sauvegardée et le capital symbolique qui en découle reste entier. Les Nations unies, le Parlement européen et de nombreuses nations africaines et asiatiques peuvent persister à affirmer que le massacre de 1915-1916 répond à la définition de génocide, Bernard Lewis et ses nombreux adeptes israéliens s'entêteront, si pas à nier, du moins à déprécier la tragédie arménienne. Au-delà du débat historique sur la nature du génocide et sa commémoration, nous nous trouvons face à un cas honteux d'insensibilité et d'indifférence envers la persécution et l'extermination d'un Autre et à une tendance flagrante à garder à n'importe quel prix le monopole de la souffrance.

Bernard Lewis, l'honorable historien, va devenir citoyen d'honneur de la première ville israélienne [Tel-Aviv]. On peut peut-être pardonner à l'honorable conseil municipal de ne pas avoir jugé correct d'honorer la mémoire de Bernard Lazare. Si cet oubli n'est qu'accidentel, il n'en est pas moins désolant. Ceux qui exigent du monde qu'il perpétue la mémoire des crimes de ce siècle devraient éprouver de la difficulté à accepter l'honneur israélien fait à Bernard Lewis. Au sein de la fine fleur de notre élite culturelle, politique et universitaire, beaucoup se sont mobilisés pour que Lewis reçoive cette distinction. Ils ont simplement oublié de se poser une question élémentaire, qui est de savoir s'ils n'aggravent la souffrance du peuple arménien. Dans la culture israélienne commune, il semble excessif d'exiger d'un citoyen d'honneur et de ses disciples zélés de la sensibilité envers une souffrance non juive.

Israël Gershoni et Shlomo Zand

Cet article est paru dans *Haaretz*, 5 septembre 1997.
Traduit de l'hébreu par P. Fenaux.